

L'éducation française renforcerait les inégalités sociales...

<https://www.youtube.com/watch?v=OwQ7YsStAds>

Corrections - CO + Vocabulaire

Ecoutez l'intervention de Nathalie Mons, présidente du Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire, à propos des inégalités sociales renforcées par le Système scolaire français.

Puis, complétez le texte suivant résumant ses propos :

L'OCDE et le Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire sont d'accord : le système scolaire français est **inégalitaire**. Une **enquête** sur 2 ans et 22 équipes françaises et étrangères a été réalisée. Cette enquête a eu pour objectif de comprendre pourquoi et comment le système scolaire renforçait les inégalités sociales. Ces 22 équipes étaient constituées notamment de **sociologues**, d'**économistes** et de **didacticiens**. Il fallait qu'on comprenne comment ces **inégalités** étaient fabriquées : comment le système continue à moins bien **traiter** les élèves **défavorisés** ?

Le CNESC a donc avancé sans **tabou** et il s'est aperçu que le système éducatif français n'offrait pas à tous les élèves la même **offre éducative** et ce, malgré la mise en place depuis les années 80 de zones d'**éducation prioritaire**. Il a réalisé que, dans ces zones, les élèves recevaient moins que les autres. Ils reçoivent moins en termes de **temps d'apprentissage** : le temps destiné aux apprentissages est plus court. De plus, leurs enseignants sont **débutants** et moins **expérimentés** et les équipes changent tout le temps. A ceci s'ajoute que **les méthodes** utilisées et choisies par ces enseignants dans ces zones sont souvent des méthodes moins **efficaces** sur le long terme. **Le climat scolaire dégradé** est un autre facteur à prendre en compte car il engendre chez les élèves **un sentiment d'insécurité** qui les empêche d'être sereins et disponibles. Et enfin, le nombre d'élèves par classe (à peine 2 de moins que dans les zones favorisées) reste trop important pour avoir un **impact** significatif et positif sur la qualité des enseignements donnés.

Quelles pourraient donc être les solutions **préconisées** contre cet état de faits ? Le CNESC, en observant ce qui se passe à l'étranger, aimerait voir les zones d'éducation prioritaire disparaître afin que les politiques éducatives **se concentrent** plus sur ce qui se passe et se fait dans la classe. Il faut donc **élever le niveau de formation continue** des enseignants, sans être pour autant naïf non plus : si les meilleurs enseignants sont dans des classe où 100% des élèves sont en grandes difficultés, ils ne pourront pas faire des miracles.. Il faut donc aussi aller vers plus de **mixité sociale** à l'école pour répartir ces difficultés.